



Communiqué de presse

Nantes, le 22 février 2014

Aéroport du Grand Ouest Actes de violence et de dégradation : « Maintenant, ça suffit ! »

Suite à la manifestation qui s'est tenue ce jour à Nantes, Jacques AUXIETTE, Président du Syndicat Mixte Aéroportuaire et de la Région des Pays de la Loire, exprime son indignation et condamne avec la plus grande fermeté *« ces nouvelles violences inacceptables, ces atteintes intolérables aux biens et aux personnes commises par des manifestants radicaux, véritables casseurs antisystème, qui n'hésitent pas à détruire les symboles de la République, à attaquer les services publics de proximité et à brûler les outils de travail des entreprises locales »*.

Jacques AUXIETTE salue *« le professionnalisme et le sang-froid des forces de l'ordre, une nouvelle fois prises pour cible par les casseurs »*. Et de poursuivre : *« Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour identifier les responsables de ces troubles. Ils devront faire l'objet de poursuites par la justice et être condamnés à la hauteur des dommages causés »*.

Jacques AUXIETTE tient à rappeler la détermination des élus des collectivités locales directement concernées par le transfert de l'aéroport à mettre un terme aux nuisances sonores pour plus de 42 000 habitants, au survol du lac de Grand-Lieu, situé en zone NATURA 2000, et souligne : *« rien n'entamera notre volonté à préparer l'avenir de l'Ouest de la France »*.

Jacques AUXIETTE d'en appeler, une nouvelle fois, à l'esprit de responsabilité des opposants historiques qui cautionnent la présence dans leurs rangs de militants violents : *« Il est temps également que les élus locaux, nationaux et européens opposés au projet mettent un terme, une bonne fois pour toute, à leurs soutiens logistiques et matériels en faveur de ces militants antisystème qui empoisonnent depuis des mois la vie des habitants à proximité du futur aéroport et commettent des actions violentes inacceptables »*.

Pour conclure Jacques AUXIETTE tient à dénoncer *« l'hypocrisie des condamnations à posteriori des responsables politiques nationaux et en particulier ceux d'EELV. Tous savent que les militants radicaux sont présents depuis des mois : la violence et les dégradations étaient non seulement prévisibles mais certaines. Mais chacun devra assumer ses responsabilités. Comme dans Nantes aujourd'hui, il faut dès demain sur le site du futur aéroport, ne plus attendre pour rétablir l'Etat de droit »*.

Contact presse : 02 28 20 63 33